



OBSERVATOIRE géopolitique de l'Indo-Pacifique

POURQUOI LA FRANCE SE CONCENTRE-T-ELLE SUR LES ÉMIRATS ARABES UNIS DANS SA STRATÉGIE INDOPACIFIQUE ?

UNE PERSPECTIVE DIPLOMATIQUE
AXÉE SUR L'ÉNERGIE ET LES RESSOURCES

Masahide Takahashi / Senior Research Fellow,
Institut des études japonaises sur le Moyen-Orient

Juillet 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Masahide Takahashi / Senior Research Fellow,
Institut des études japonaises sur le Moyen-Orient

Diplômé en économie et expert du Moyen-Orient, Masahide Takahashi est Senior Research Fellow au sein de l'Institut des études japonaises sur le Moyen-Orient (Tokyo) depuis avril 2020. Il était auparavant officier de projet à l'Agence de coopération internationale du Japon (Japan International Cooperation Agency, JICA). Il est titulaire d'une maîtrise de l'Université Sophia et de l'Université Aoyama Gakuin. Ses recherches portent principalement sur les politiques énergétiques des pays du Moyen-Orient et la politique étrangère française.

Cette note est parue initialement en anglais le 12 juin 2025 sur le site de la Fondation Sasakawa pour la Paix (Tokyo).

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanuel Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

INTRODUCTION

Alors que le Japon prône le concept d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » (FOIP) depuis 2016 et que l'attention mondiale se porte de plus en plus sur cette région, on notera que la France s'y intéresse également de près. La France, qui possède des territoires d'outre-mer dans les océans Indien et Pacifique, a notamment renforcé son implication dans l'Indo-Pacifique, en axant sa coopération sur l'Inde et l'Australie, tout en élargissant le nombre de ses partenaires. Ces dernières années, Paris a également identifié les Émirats arabes unis (EAU) comme un pays partenaire et a lancé l'initiative de coopération trilatérale France-Inde-EAU en février 2023.

Pour la France, la défense de ses territoires d'outre-mer dans l'Indo-Pacifique est nécessaire non seulement pour protéger sa souveraineté et la sécurité de ses résidents, mais aussi pour protéger ses intérêts énergétiques et sa diplomatie des ressources, la Nouvelle-Calédonie disposant d'importants gisements de ressources minérales. La coopération avec les Émirats arabes unis, situés à mi-chemin entre le territoire métropolitain français et les territoires de l'Inde et de l'Australie, et qui constituent une base importante pour les opérations militaires, est un élément essentiel mais souvent négligé de la mise en œuvre de la stratégie globale de la France dans la région indopacifique. Le présent papier examine les raisons géopolitiques qui poussent la France à développer une stratégie indopacifique, notamment du point de vue de la diplomatie énergétique et des ressources.

LA STRATÉGIE INDOPACIFIQUE DE LA FRANCE ET SES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

La France a été le premier pays européen à adopter le concept d'« Indo-Pacifique », le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le ministère des Armées ayant chacun élaboré une stratégie éponyme en 2018-2019 puis 2022¹. L'espace indopacifique, qui s'étend de l'Afrique orientale à l'Océanie, abrite des départements et régions d'outre-mer français, dont La Réunion et Mayotte, ainsi que des communautés et collectivités d'outre-mer, dont la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, avec environ 1,68 million d'habitants². Ces

¹Ministère des Armées, La stratégie de défense française en Indopacifique, mai 2019 et ministère de l'Europe et des affaires étrangères, la stratégie de la France dans l'Indopacifique, version 2022, la stratégie Indopacifique de la France, mise à jour juillet 2023. Goroku, Tsuyoshi, *“Furansu no boei/anzaen hoshou -- sekaidai no gunji nettowaaku wo dodai to shita kiki kanri,”* in Watanabe, Tsuneo and Nishida, Ippeita (ed.), *“Boei gaiko to ha nanika -- Heiji ni okeru gunjiryoku no yakuwari,”* Keiso Shobo, 2021, p. 173.

² « La statistique publique dans les Outre-mer, » Institut national de la statistique et des études économiques, 16 octobre 2024, pp. 4-5.

territoires d'outre-mer représentant une grande partie de la zone économique exclusive (ZEE) de la France, la deuxième plus grande au monde, la France dispose d'environ 7 000 militaires déployés dans l'Indo-Pacifique pour les défendre. Il a été noté³ que l'influence croissante de la Chine a été parmi les facteurs de l'intérêt porté par la France à sa stratégie indopacifique ces dernières années. Avec le renforcement de la présence chinoise, notamment l'ouverture d'une base militaire chinoise à Djibouti en 2017, la France a pu mesurer combien la montée en puissance de Pékin constituait un facteur de déstabilisation suscitant de graves préoccupations sécuritaires à l'échelle régionale.

Parmi les territoires français d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, située dans le Pacifique Sud, revêt une importance particulière. En effet, ce territoire recèle d'importants gisements de nickel et de cobalt. Toutefois l'exploitation de ces ressources a subi le contre coup des émeutes de mai 2024 déclenchées à la suite de l'amendement constitutionnel de dégel du corps électoral adopté sans concertation avec les élus du territoire, dont ceux de la mouvance indépendantiste en mai 2024⁴. Depuis, les destructions et la quasi-paralysie du territoire ont déstabilisé l'extraction et le transport des ressources et réduit fortement la production minière. En 2024, la production de nickel a diminué de moitié, passant de 231 000 tonnes l'année précédente à 110 000 tonnes, et celle de cobalt a chuté⁵ de 2 570 tonnes à 1 500 tonnes. Il est important pour la France de pouvoir produire sur son territoire une certaine quantité de minéraux essentiels à la production d'énergie solaire et éolienne et à la fabrication de véhicules électriques. À ce stade, un soutien supplémentaire du gouvernement français est nécessaire pour stabiliser la situation politique, économique et sécuritaire en Nouvelle-Calédonie, ce que laisse entrevoir le projet d'accord de Bougival signé le 12 juillet 2025. Celui-ci, qui doit être discuté par l'ensemble des forces politiques du pays et ensuite voté, prévoit un statut spécial pour le territoire, l'octroi de nouvelles compétences et une importante réforme économique incluant le secteur du nickel⁶.

³ Céline Pajon, « La stratégie indopacifique de la France » *Vie-publique.fr*, 15 juin, 2024.

⁴ Miyashita, Yuichiro, "aiyou kokka toshite no furansu: 'Indo taiheiyou pawaa' ga kakaeru mondai," Japan Institute of International Affairs, 23 mars, 2021; "Kokusai chitsujo no douyou to furansu no indo taiheiyou he no kanyo," *Japan Institute of International Affairs*, 31 mars, 2022.

⁵ U.S. Geological Survey, 2025, Mineral commodity summaries 2025: U.S. Geological Survey, pp. 63-125.

⁶ Marianne Péron-Doise « L'été indopacifique français : une actualisation de la stratégie indopacifique et un projet « d'Etat de la Nouvelle-Calédonie », *note IRIS*, 22 juillet 2025.

LES INTÉRÊTS ÉNERGÉTIQUES DE LA FRANCE

L'implication et le rôle de la France en Indo-Pacifique sont également très importants du point de vue énergétique. En effet, la France importe du pétrole et du gaz naturel des pays du Moyen-Orient *via* les routes maritimes de l'océan Indien et détient également des intérêts énergétiques dans les pays de la région.

Tout d'abord, les importations énergétiques de la France en provenance des pays du Moyen-Orient sont en hausse depuis le début de la guerre en Ukraine en 2022. Les importations de pétrole brut du Moyen-Orient sont passées de 5,00 millions de tonnes (14 % des importations totales) avant le début de la guerre (2021) à 7,80 millions de tonnes (17 %) en 2023⁷. Au cours de la même période, les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) du Qatar ont également augmenté, passant de 520 000 tonnes à 1,65 million de tonnes⁸. La France s'inquiétait des perturbations de l'approvisionnement énergétique dues aux conflits répétés au Moyen-Orient depuis les années 1970 et avait diversifié ses sources d'approvisionnement en contournant le détroit d'Ormuz et en augmentant ses importations en provenance de Russie, du Kazakhstan et d'autres pays. Cependant, avec la guerre en Ukraine, la France, conformément aux sanctions de l'Union européenne contre la Russie, a commencé à s'abstenir d'acheter des combustibles fossiles russes et s'est tournée vers des sources alternatives provenant des pays du Moyen-Orient. Outre la suspension des importations de pétrole brut russe en 2023, le pays tente également de restreindre les importations de GNL russe. À cet égard, il apparaît de plus en plus nécessaire de stabiliser la situation au Moyen-Orient et de garantir la liberté de navigation dans l'océan Indien.

De plus, la société française Total Energies travaille sur des projets de développement de ressources dans la région Indo-Pacifique au sens large. Il convient de noter que le pétrole et le gaz naturel produits dans le cadre des projets de ressources dans lesquels la société est impliquée ne sont pas nécessairement exportés vers la France. Par exemple, les activités de GNL en Australie, à Oman, au Qatar et aux Émirats arabes unis, où Total Energies détient des intérêts dans le gaz naturel, sont principalement exportées vers les marchés asiatiques (figure 1). La société tire ses revenus du commerce mondial de GNL et a commercialisé 44 millions de

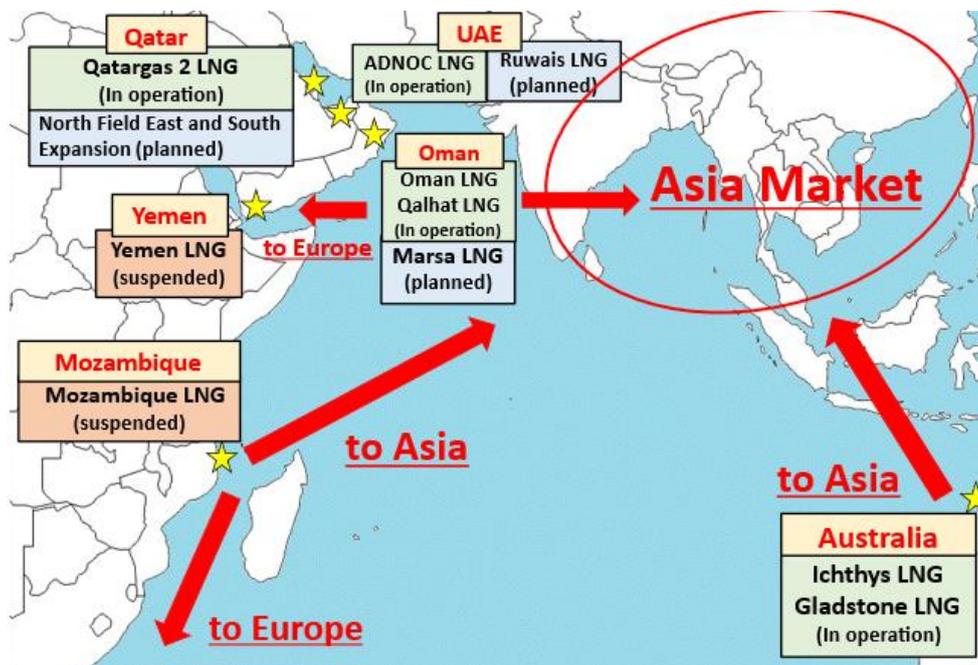
⁷ « Provenance du pétrole brut importé en France : Données annuelles de 2011 à 2023, » Institut national de la statistique et des études économiques, 6 février, 2025.

⁸ "GIIGNL Annual Report 2022 Edition," The International Group of Liquefied Natural Gas Importers , Mai 2022, pp. 38-39; "GIIGNL Annual Report 2024 Edition," The International Group of Liquefied Natural Gas Importers, juillet 2024, pp. 12-13.

tonnes (11 % de la part mondiale) de GNL en 2023, ce qui en fait le troisième opérateur mondial de GNL⁹.

Avec plus de 100 000 employés, Total Energies est l'une des plus grandes entreprises françaises et contribue de manière significative à la croissance économique et à la création d'emplois dans le pays. Dans ce contexte, le soutien du gouvernement français est essentiel pour la poursuite des activités de l'entreprise dans la région Indo-Pacifique et la stabilité du transport maritime du pétrole et du gaz naturel issus de ses activités d'exploitation des ressources vers les pays asiatiques. Tant que les projets énergétiques dans lesquels l'entreprise détient des participations existeront, la France restera activement impliquée en Indo-Pacifique.

Figure 1 : Projets GNL dans l'Indo-Pacifique dans lesquels Total Energies détient une participation



Source : réalisée par l'auteur sur la base de documents de Total Energies.

⁹ "Factbook 2023," Total Energies, June 28, 2024, p.56.

COOPÉRATION AVEC L'INDE ET L'AUSTRALIE

La France travaille avec l'Inde dans l'océan Indien et avec l'Australie dans le Pacifique pour maintenir l'ordre régional dans l'Indo-Pacifique en réponse à l'expansion maritime de la Chine. Tout d'abord, en ce qui concerne les relations avec l'Inde, la France a été le premier pays avec lequel l'Inde a conclu un partenariat stratégique (janvier 1998)¹⁰. Même lorsque l'Inde a procédé à un essai nucléaire à Pokhran, au Rajasthan, en mai de la même année, sous la critique de la communauté internationale, la France s'est opposée à des sanctions contre l'Inde et a insisté sur l'importance du dialogue avec l'Inde afin d'intégrer l'Inde dans le régime international de non-prolifération nucléaire. La position de la France a permis à l'Inde de percevoir la France comme un partenaire fiable et aux deux pays d'approfondir leurs relations bilatérales¹¹.

L'industrie militaire française soutient également depuis longtemps l'achat d'avions de combat par l'Inde. L'Inde a successivement acheté à la France 71 chasseurs Ouragan en 1953, 110 chasseurs Mystère IV en 1957, et 46 chasseurs Mirage 2000H et 13 chasseurs Mirage 2000TH en 1982. En 2016, l'Inde a également convenu d'acheter 36 avions de combat Rafale. Plus récemment, le 28 avril 2025, elle a également signé un contrat pour l'achat de 26 avions de combat Rafale pour sa marine¹².

Sur la base de ces bonnes relations bilatérales, la France et l'Inde ont signé en mars 2018 la « Vision stratégique commune de la coopération Inde-France dans la région de l'océan Indien » afin de promouvoir la coopération militaire dans l'océan Indien¹³. Varuna, un exercice naval mené dans l'océan Indien occidental depuis 1998, a été élargi en mai 2018 pour inclure la zone autour de l'île française de la Réunion. Un accord de soutien logistique signé la même année permet également à la marine indienne d'utiliser La Réunion comme base de soutien opérationnel et logistique dans l'océan Indien.

Ensuite, en ce qui concerne les relations avec l'Australie, la France a conclu en 1992 la « Déclaration conjointe sur la coopération en matière de secours en cas de catastrophe dans le Pacifique Sud (l'accord FRANZ entre la France, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) », et a renforcé la coopération en matière de réponse aux catastrophes naturelles. Les deux pays ont publié une « Déclaration conjointe de partenariat stratégique » en janvier 2012, et l'Australie

¹⁰ Jacques Weber, *La France et l'Inde des origines à nos jours Tome 4: la France et l'Union indienne*. Les Indes savantes, 2022, p.741.

¹¹ Jérémy Bachelier, Melissa Levaillant, « L'Inde, un partenaire incontournable pour la France dans l'Indo-Pacifique, » *Focus stratégique* 130, *Institut français des relations internationales*, juillet 2024, p. 14.

¹² « Signature du contrat Rafale Marine pour l'Inde, » *Dassault Aviation*, avril 28, 2025

¹³ « Vision stratégique commune de la coopération dans le ROI, » Ambassade de France en Inde, 15 mars 2018.

est un partenaire de sécurité important pour la France dans le Pacifique Sud, les deux pays menant par exemple des exercices navals dans le cadre de leur coopération militaire¹⁴.

La France a également développé ses relations bilatérales avec l'Inde et l'Australie dans un cadre de coopération élargi de format trilatéral permettant de rassembler les 3 pays côtes à côtes. En septembre 2020, ils ont tenu leur premier dialogue au niveau des Directeurs et secrétaires d'État aux affaires étrangères, puis en avril 2021, au niveau des ministres des Affaires étrangères, ainsi qu'un dialogue parallèle de type 1.5 impliquant des chercheurs, experts et des représentants gouvernementaux des trois pays¹⁵.

COOPÉRATION TRILATÉRALE FRANCE-INDE-ÉMIRATS ARABES UNIS

La coopération trilatérale entre la France, l'Inde et l'Australie n'a toutefois pas progressé de manière significative en raison de la détérioration des relations entre la France et l'Australie. Cette détérioration a commencé avec la participation de l'Australie à la création du partenariat de sécurité « AUKUS » avec les États-Unis et le Royaume-Uni en septembre 2021, et l'annulation unilatérale du contrat signé avec la France en 2016 pour le développement de sous-marins de nouvelle génération. La France a réagi avec colère et a décidé de revoir ses relations avec l'Australie.

Les relations franco-australiennes se sont depuis améliorées, mais en termes de coopération trilatérale, la France s'est tournée vers les Émirats arabes unis comme nouveau pays partenaire dans le cadre de sa stratégie indopacifique. La France, l'Inde et les Émirats arabes unis ont tenu des discussions au niveau ministériel sur les affaires étrangères en septembre 2022, et une déclaration conjointe a été publiée en février 2023 sur une initiative de coopération trilatérale¹⁶. Dans le cadre de cette initiative, les trois pays ont mené leur premier exercice maritime conjoint dans le golfe d'Oman¹⁷ en juin de la même année et leur premier exercice aérien conjoint en mer d'Arabie en janvier 2024¹⁸. Alors que la coopération franco-indienne-australienne s'est davantage concentrée sur la zone Pacifique, le partenariat franco-

¹⁴ Paul Soye, *Australia and France's Mutual Empowerment: Middle Powers' Strategies for Pacific and Global Challenges*. Palgrave Macmillan, 2019, p. 252.

¹⁵ "India-France-Australia 1.5 Trilateral Dialogue," *Carnegie Endowment for International Peace*, 13 avril 2021.

¹⁶ « Déclaration du gouvernement de la République française, du gouvernement des Émirats arabes unis et du gouvernement de la République de l'Inde sur le lancement d'une initiative de coopération trilatérale, » Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 4 février 2023.

¹⁷ "Maiden India-France-UAE Maritime Partnership Exercise," Ministry of Defense of India, June 9, 2023.

¹⁸ "Press Release. Ex- Desert Knight," Ministry of Defense of India, 24 janvier 2024; "FFEAU - DESERT KNIGHT - Entraînement aérien entre l'Inde, les Emirats arabes unis et la France," Ministère des Armées, 25 janvier 2024.

indien-Émirats arabes unis met l'accent sur l'océan Indien, qui se trouve à l'intersection des trois continents que sont l'Asie, l'Afrique et l'Europe.

L'IMPORTANCE DES ÉMIRATS ARABES UNIS POUR LA FRANCE

Les relations entre la France et les Émirats arabes unis ont toujours été bonnes depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1974, et les deux pays ont signé un accord de défense en 1995. L'accord, qui a été renouvelé en 2009, inclurait une clause secrète permettant à la France d'utiliser tous les moyens militaires pour soutenir les Émirats arabes unis¹⁹. À cet égard, on pourrait se demander si la France a étendu sa propre dissuasion nucléaire aux EAU, bien que ce point n'ait jamais été confirmé par les deux gouvernements²⁰.

La coopération militaire franco-émirienne se distingue par la présence d'éléments militaires français aux Émirats arabes unis. Sur la base d'un accord intergouvernemental signé en janvier 2008, une base militaire française a été établie à d'Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis, en mai 2009. Cette base est la cinquième base permanente de la France à l'étranger et la première en dehors de ses anciennes colonies. Sa construction a été demandée par les Émirats arabes unis, qui ont d'ailleurs pris en charge tous les coûts afférents et la France les coûts de fonctionnement. La base est divisée en trois sites : le port Mina Zayed de la base navale, du côté du golfe Persique, dispose d'un quai de 300 mètres et peut accueillir des unités de la Marine nationale, y compris son porte-avions à propulsion nucléaire, le Charles de Gaulle, tandis que le port de Fujairah, du côté du golfe d'Oman, peut accueillir des sous-marins nucléaires d'attaque. La base militaire de Zayed Military City dispose d'un centre d'entraînement au combat en milieu urbain et dans le désert qui abrite le 5^e régiment de cuirassiers. Des chasseurs Rafale sont stationnés sur la base aérienne d'Al-Dhafra et l'Escadron de Chasse 1/7 « Provence » y est stationné avec l'armée de l'air des Émirats arabes unis et les forces américaines depuis 2016²¹.

Le commandant interarmées des forces françaises présent aux Émirats arabes unis, où environ 700 soldats sont actuellement déployés, sert également de commandant interarmées des forces françaises déployées dans l'océan Indien, ALINDIEN. À ce titre, ces forces seront chargées de mettre en œuvre la politique de défense de la France dans les eaux qui s'étendent

¹⁹Isabelle Lasserre, « Moyen-Orient : la France se donne les moyens de riposter, » Le Figaro, 15 juillet, 2009

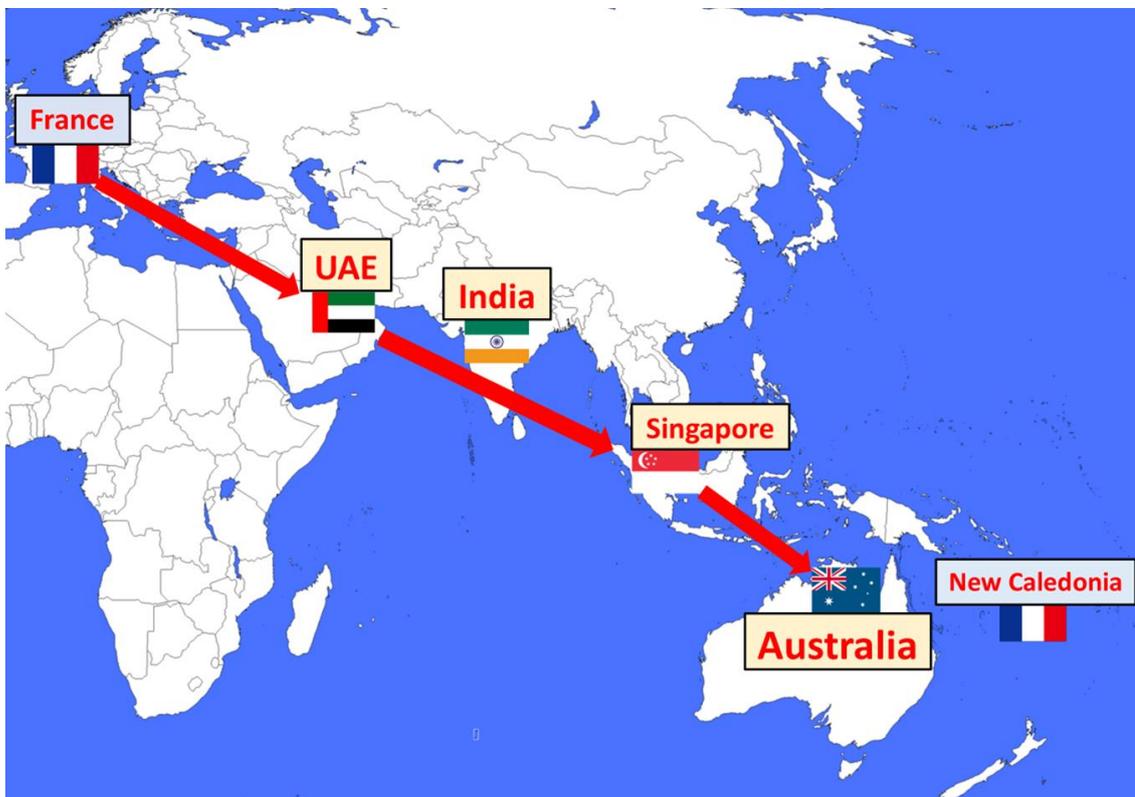
²⁰Jean-Loup Samaan, "French policy in the Gulf: The other Western ally," in Fulton Jonathan and Sim Li-Chen (eds.) *External Powers and the Gulf Monarchies*, Routledge 2018, p.79.

²¹Claire Chatelain, « Base militaire française d'Abu Dhabi: analyse d'un partenariat stratégique au cœur des tensions moyen-orientales, » Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, Novembre 2020, pp. 3-4.

du sud du canal de Suez, à l'ouest, jusqu'à l'Indonésie et la limite occidentale de l'Australie, à l'est. À cet égard, la présence militaire française aux Émirats arabes unis permet non seulement de protéger les intérêts énergétiques de Total Energies dans le golfe Persique, mais aussi plus largement et prioritairement de mettre en place un système de réaction rapide pour défendre les territoires français ultramarins de l'Indo-Pacifique.

L'importance des Émirats arabes unis pour la stratégie indopacifique de la France se mesure à leur situation géographique. Lors de Pégase 2024, un exercice de projection de forces aériennes mené par la France en juillet 2024, la Force expéditionnaire interarmées combinée (CJEF) a quitté la France et le Royaume-Uni, est passée par des bases militaires françaises aux EAU (et une base de soutien à Singapour) et est arrivée en Australie, sa destination finale, quatre jours plus tard (figure 2). Le soutien de la défense de la France depuis sa métropole vers ses territoires du Pacifique Sud passe inévitablement par l'espace aérien des Émirats arabes unis, qui sont quasiment situés en ligne droite entre la métropole et l'océan Pacifique, et qui abritent une base de relais.

Figure 2 : démonstration des capacités de projection de force des forces aériennes françaises via l'exercice Pégase 2024



Source : réalisée par l'auteur sur la base de communiqués et documents du ministère des Forces armées françaises.

CONCLUSION

La France a renforcé « stratégiquement » ses relations avec les EAU au cours des vingt dernières années. Outre l'établissement d'une base militaire française et le développement des activités de Total Energies, les liens entre la France et les EAU couvrent un large éventail de domaines, les EAU ayant créé le campus d'Abu Dhabi de l'université française de la Sorbonne et un musée satellite du Louvre. La France tire également des avantages économiques de ses relations amicales avec les Émirats arabes unis, un pays producteur de pétrole qui dispose de ressources financières significatives. Les exportations d'armes françaises vers les Émirats arabes unis se distinguent, par exemple, avec un important contrat signé en 2021 pour l'achat par les Émirats arabes unis de 80 avions de combat Rafale pour un montant total de 16,6 milliards d'euros.

Alors que les EAU cherchent à diversifier leurs pays partenaires en matière de sécurité, ils accordent une grande attention au fait que la France soit à la fois un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et une puissance nucléaire, et cherchent à renforcer leurs relations avec elle. Le maintien et l'exploitation de cette lune de miel avec les EAU continueront d'être très bénéfiques pour la stratégie indopacifique de la France.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.